

Affaires courantes

Bien des Canadiens ont des proches qui vivent dans beaucoup de pays où on leur refuse actuellement le visa pour venir faire une visite familiale de bonne foi au Canada.

Ces pétitionnaires demandent au gouvernement de prendre immédiatement des mesures pour faciliter la délivrance des visas à des parents qui vivent à l'étranger et qui, avec leurs hôtes canadiens, désirent organiser des visites familiales de bonne foi au Canada.

LA SOCIÉTÉ RADIO-CANADA

M. Howard McCurdy (Windsor—Sainte-Claire): Monsieur le Président, j'ai moi aussi des pétitions signées par des habitants de Windsor et du comté d'Essex. Je tiens à vous assurer que chaque signature apposée sur ces pétitions vient de Canadiens désespérés qui ont le très vif sentiment d'être aliénés du reste du Canada à cause de la décision prise par le gouvernement et par la Société Radio-Canada.

Les pétitionnaires disent que la station de télédiffusion canadienne de Windsor est la seule qui est située dans la région de Windsor—Essex, une région dominée par la télévision américaine. L'absence de bulletin d'information local empêche Windsor de se considérer comme partie intégrante du Canada.

Cette ville compte sur la radiodiffusion nationale et régionale en provenance de Toronto. Même si Toronto diffuse à l'occasion certaines informations de la région de Windsor à partir d'un bureau de Windsor, cette situation déforme non seulement la réalité de notre région, mais également celle du Canada en général.

Par conséquent, vos pétitionnaires demandent humblement qu'il plaise au Parlement de prendre toutes les mesures nécessaires pour préserver le service de télédiffusion locale de la SRC à Windsor et dans toutes les autres régions qui sont privées de ce service à cause des compressions faites par le gouvernement fédéral et des décisions prises par la direction de la SRC.

Il y a 2 500 signatures sur cette pétition et 45 000 autres déjà en cours d'attestation. Cela montre bien que les habitants de Windsor ne veulent pas être coupés du Canada. . .

Une voix: Parlez plus fort.

Le président suppléant (M. DeBlois): À l'ordre, s'il vous plaît.

[Français]

Le président suppléant (M. DeBlois): À l'ordre s'il vous plaît! Le Règlement précise bien que la présentation de pétitions doit se faire de façon concise et que les

motifs doivent être très brefs. Je remercie le député de sa collaboration.

[Traduction]

M. Jerry Pickard (Essex—Kent): Monsieur le Président, j'ai aussi des pétitions à présenter au sujet de Radio-Canada et des conséquences sans nul doute néfastes qu'auront les compressions, pour Windsor et le comté d'Essex.

J'ai ici 1 200 signatures, mais comme le député qui m'a précédé le mentionnait, il y a des dizaines de milliers de personnes qui sont grandement préoccupées par la perte des services de radiodiffusion locaux, dans notre région.

Ces gens s'inquiètent également de la disparition graduelle du nationalisme dans notre région. Par cette pétition, ils demandent humblement au Parlement de faire tout ce qu'il peut pour redonner à la région de Windsor et du comté d'Essex son service de radiodiffusion local.

LES ALIMENTS ET DROGUES

Mme Pauline Browes (Scarborough—Centre): Monsieur le Président, il me fait plaisir de présenter aujourd'hui une pétition signée par des habitants de Scarborough, Oshawa, Ajax, Markham et Richmond Hill. Les pétitionnaires s'inquiètent des emballages d'aliments sur lesquels le contenu des aliments n'est pas inscrit. Ils estiment que la santé des Canadiens est moins bien protégée.

Les pétitionnaires exhortent le gouvernement du Canada à modifier le règlement sur les aliments et les drogues pour exiger des fabricants qu'ils énumèrent les ingrédients et les additifs entrant dans la composition des aliments préemballés.

De plus, ils demandent aux restaurateurs et aux détaillants de produits alimentaires de fournir aux clients la liste de tous les ingrédients et additifs entrant dans la préparation des aliments.

J'ajouterai qu'il y a déjà au Canada des restaurateurs qui affichent la liste de tous les additifs utilisés dans leurs plats. Je m'en réjouis.

* * *

QUESTIONS TRANSFORMÉES EN ORDRES DE DÉPÔT DE DOCUMENTS

M. Albert Cooper (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes): Monsieur le Président, si la question n° 399 pouvait être transformée en ordre de dépôt de documents, ce document serait déposé immédiatement.